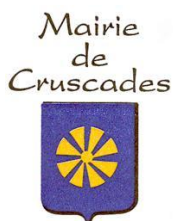




Commune de Fabrezan

Commune de Fontcouverte



Luc-sur-Orbieu



Commune
De Boutenac

**CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DES
AGENTS DE LA POLICE MUNICIPALE DE
LÉZIGNAN-CORBIÈRES AU PROFIT DES
COMMUNES DE FERRALS-LES-CORBIÈRES,
FABREZAN, FONTCOUVERTE, CRUSCADES, LUC-
SUR-ORBIEU ET BOUTENAC**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20241219-2024-136-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2024
Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Entre les soussignés

-Monsieur le Maire de LÉZIGNAN-CORBIÈRES, Gérard FORCADA, autorisé par la délibération n° 2024-... du Conseil Municipal en date du ... décembre 2024 à signer la présente convention,

Et

-Monsieur le maire de FERRALS-LES-CORBIERES, Gérard BARTHEZ, autorisé par la délibération n° 2024-... du Conseil Municipal en date du .../.../2024 à signer la présente convention,

-Madame la maire de FABREZAN, Isabelle GÉA, autorisée par la délibération n° 2024-... du Conseil Municipal en date du .../.../2024 à signer la présente convention,

-Monsieur le maire de FONTCOUVERTE, Jacques CONTIES, autorisé par la délibération n° 2024-... du Conseil Municipal en date du .../.../2024 à signer la présente convention,

-Monsieur le maire de CRUSCADES, Jean-Claude MORASSUTTI, autorisé par la délibération n° 2024-... du Conseil Municipal en date du .../.../2024 à signer la présente convention,

-Monsieur le maire de LUC-SUR-ORBIEU, Yves KOSINSKI, autorisé par la délibération n° 2024-... du Conseil Municipal en date du .../.../2024 à signer la présente convention,

-Monsieur le maire de BOUTENAC, Alain MAILHAC, autorisé par la délibération n° 2024-... du Conseil Municipal en date du .../.../2024 à signer la présente convention,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 à L. 2212-5-1, et R. 2212-11 à R. 2212-14,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure, et notamment les articles L.512-1 à L. 512-7 et R. 512-1 à R.512-4,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux Polices municipales définissant les compétences des agents de Police municipale,

Vu la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité intérieure,

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure,

Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, notamment son article 4,

Vu la loi n° 2017-258 du 28 février 2017 relative à la sécurité publique, notamment l'article 2,

Vu le décret n° 2007-1283 du 28 août 2007 relatif à la mise en commun des agents de Police municipale et de leurs équipements,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif à la mise en commun des agents de Police municipale,

Vu la convention de coordination signée entre la commune de Lézignan-Corbières et les forces de sécurité de l'Etat le 25 août 2022,

Vu la délibération du conseil municipal de Lézignan-Corbières autorisant Monsieur le Maire à signer la présente convention,

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes concernées autorisant leur maire respectif à signer la présente convention,

PRÉAMBULE

Pour répondre au besoin croissant de sécurité, de sûreté, de salubrité et de tranquillité publiques dans les communes de Ferrals-Les-Corbières, Fabrezan, Fontcouverte, Cruscades, Luc-sur-Orbieu et Boutenac, il apparaît opportun de mettre à leur disposition les agents de la Lézignan-Corbières, qui selon le tableau de service, assureront en binôme des missions de police municipale.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objet l'encadrement juridique et l'organisation administrative et financière de la mise à disposition des communes de Ferrals-Les-Corbières, Fabrezan, Fontcouverte, Cruscades, Luc-sur-Orbieu et Boutenac, des agents de la Police municipale de Lézignan-Corbières.

Ces agents assureront, en dehors de leur territoire d'intervention d'origine, les missions relevant de leurs compétences telles qu'énumérées à l'article 3 de la présente convention.

Les missions définies dans la convention de coordination entre les forces de sécurité de l'Etat et la commune de Lézignan-Corbières seront les mêmes sur les communes de Ferrals-Les-Corbières, Fabrezan, Fontcouverte, Cruscades, Luc-sur-Orbieu et Boutenac. Cette convention pourra être modifiée par avenant signé par chacun des maires des sept communes.

ARTICLE 2 : RÉPARTITION DES COMPÉTENCES EN MATIÈRE DE POLICE MUNICIPALE

Les pouvoirs de police relèvent de l'autorité du maire de chaque commune. Par conséquent, pendant l'exercice de leurs fonctions, les agents de la police municipale pluri communale sont placés sous l'autorité du maire de la commune sur le territoire de laquelle ils se trouvent.

Ils rendront régulièrement compte au maire de la commune d'accueil des missions réalisées et des faits constatés sur son territoire.

ARTICLE 3 : ORGANISATION DES RESPONSABILITÉS ET DÉFINITION DES MISSIONS DES AGENTS

La commune de Lézignan-Corbières met à disposition un équipage de deux agents, obligatoirement en binôme, sur un effectif de quatorze agents de police municipale (voir l'annexes 1 et 2).

Ces agents sont placés sous la direction organisationnelle et fonctionnelle du Directeur du Pôle tranquillité publique de Lézignan-Corbières ou de son adjoint. Le Directeur du Pôle tranquillité publique ou son adjoint, est chargé d'organiser la communication et la transmission d'informations avec chacun des maires de ces six communes et de transmettre les directives à l'équipage désigné.

À ce titre, il est chargé de préparer le planning des missions à assurer sur chacune des six communes concernées.

Ces agents exercent leurs missions sur le territoire des six communes précitées dans les domaines suivants, et uniquement durant leur temps de présence sur chacun de ces territoires :

- La sécurité, la sûreté, la salubrité et la tranquillité publiques,
- L'application des arrêtés de police du maire dans chaque ville respective,

- Le relevé des infractions au stationnement, au Code de la route, le dépistage de l'alcoolémie,
- Le relevé d'identité en cas d'infraction relevant de la compétence de la Police municipale
- Le relevé des infractions au Code de la voirie routière,
- Le contrôle de la vitesse,
- La police funéraire,
- Les interventions relatives aux accidents et incendies en collaboration avec les sapeurs-pompiers et la gendarmerie nationale,
- Les interventions sur appel de la gendarmerie nationale,
- Les interventions en cas de catastrophes naturelles,
- La lutte contre les dépôts sauvages, immondices...
- La lutte contre les bruits de voisinage,
- La surveillance des foires et des marchés,
- La surveillance générale pédestre et portée,
- La sécurité des écoles lorsque les agents ne sont pas impliqués dans d'autres missions importantes (cambriolages, appel d'urgence, accident sur la voie publique...), ou sur le territoire d'une autre des six communes

Les agents pourront également intervenir pour des missions planifiées ou d'urgence, pour des circonstances exceptionnelles et éventuellement à la demande de la gendarmerie nationale.

-Missions planifiées :

- Contrôles cinémomètres des véhicules à moteur,
- Contrôle du stationnement,
- Entrées et sorties des écoles
- Contrôles routiers

-Missions d'urgence et missions exceptionnelles :

Ces missions prioritaires interrompent toutes les autres missions en cours (liste non exhaustive).

- Atteintes aux personnes et aux biens (altercation, accident, interpellation, cambriolage en cours...)
- Assistance aux personnels de la gendarmerie Nationale,

Toute autre mission relève de la compétence de la gendarmerie nationale.

ARTICLE 4 : PERSONNEL MIS À DISPOSITION

Le personnel mis à disposition dans le cadre de la présente convention est constitué de chacun des quatorze agents de police municipale pour former un binôme d'intervention, ainsi que du Directeur du Pôle tranquillité publique, ou son adjoint pour ce qui relève de la gestion administrative et opérationnelle des équipes.

La mise à disposition de chaque fonctionnaire est prononcée, et le cas échéant renouvelée, par arrêté du maire de Lézignan-Corbières. Elle est prononcée pour une durée minimale d'un an et en tout état de cause pour une durée correspondant à celle de la présente

convention. Elle ne peut excéder trois ans et est renouvelable par période n'excédant pas trois ans.

ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EMPLOI

Lors de sa mise à disposition, chaque agent demeure statutairement employé et rémunéré par la commune de Lézignan-Corbières dans les conditions d'emploi qui sont les siennes. La commune d'origine gère sa situation administrative en application des dispositions du décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

5.1. : Rémunération

L'administration d'origine, Lézignan-Corbières, verse à ses agents la rémunération correspondant à leur grade (traitement de base, nomination, avancement de grade, supplément familial, indemnités et primes liées à l'emploi).

La collectivité d'origine de chaque agent supporte seule la charge de la rémunération versée en cas d'accident de service ou de maladie professionnelle.

5.2. : Congés

La commune d'origine prend les décisions relatives aux congés, récupérations, ARTT, congés de maladie ordinaires et en informe la collectivité d'accueil.

5.3 : Formation et gestion de carrière

La collectivité d'origine supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont elle fait bénéficier ses agents (FPA, FE, FCO...). Si la demande de formation vient d'une commune d'accueil, celle-ci assume les frais correspondants.

De plus, la commune d'origine assure le suivi de carrière des agents inscrits à son tableau des effectifs (nomination, avancement, fin de carrière...).

5.4. : Contrôle et évaluation des agents

L'autorité territoriale ayant le pouvoir de nomination exerce également le pouvoir disciplinaire.

Chaque agent est évalué dans sa collectivité d'origine par sa hiérarchie.

5.5. : Remplacement des agents

En cas d'absence d'un agent au-delà de trois mois et quel qu'en soit le motif, la commune d'origine pourvoit à son remplacement, si cela est possible.

En cas de départ définitif d'un agent, la commune d'origine pourvoit à son remplacement dans les plus brefs délais.

5.6. : Suppression de poste

En cas de suppression de poste par la commune d'origine, celle-ci supporte seule la charge de personnel induite par cette situation.

ARTICLE 6 : REMBOURSEMENT DE LA MISE À DISPOSITION

L'ensemble des six communes d'accueil rembourseront à la commune de Lézignan-Corbières le montant du coût horaire chargé au prorata des heures effectuées (voir l'annexe 3).

Puisque les agents sont mis à disposition en binôme, cette participation financière représentera l'équivalent de celle d'un équipage de deux agents travaillant 23h00 par semaine sur une année (52 semaines).

Le traitement horaire de référence sera celui d'un agent de grade B.C.P. du service de Police Municipale de Lézignan-Corbières, soit : 31,64 euros charges comprises. Ce montant pourra être modifié en fonction de la revalorisation du point d'indice du barème de la fonction publique territoriale.

De plus, des frais de gestion effectuée par le Directeur de la Police municipale ou par son adjoint seront également prévus à raison de 2 heures par semaine sur une année (52 semaines). Le traitement horaire de référence sera de : 38,06 euros charges comprises. Ce montant pourra être modifié en fonction de la revalorisation du point d'indice du barème de la fonction publique territoriale.

Le service de la comptabilité de la commune de Lézignan-Corbières émettra un titre de recette exécutoire à chaque fin de mois. Les six communes, conformément à leur convention de coordination, effectueront le paiement par mandat administratif dans les délais de rigueur.

ARTICLE 7 : EQUIPEMENTS ET UTILISATION DES LOCAUX

Les équipements habituels des agents de la police de Lézignan-Corbières dont un système de vidéo protection individuelle et un système de radio transmission, demeurent à la charge de la commune et relèvent de sa responsabilité.

La liste des équipements à la charge des six communes dans le cadre de la présente convention est la suivante :

- Le véhicule de police municipale,
- L'ordinateur avec son logiciel de Police,
- Les équipements de signalisation,
- Les divers matériels relatifs à l'exécution du service à savoir un matériel de contrôle de vitesse de type MERCURA Respeeda, un éthylotest électronique DRÄGER, 1 PVE et un téléphone portable.

L'ensemble des matériels commun sera remis au poste de Police Municipale de la commune de Lézignan-Corbières.

Pour faciliter l'organisation, la commune de Lézignan-Corbières maintient les bureaux de la police municipale sur son propre territoire. Chacune des six communes d'accueil devra

mettre un bureau à la disposition des agents, afin qu'ils puissent recevoir officiellement les administrés de chacune d'entre elles en cas de besoin.

Les six communes mettront également à disposition du service de Police municipale de Lézignan-Corbières le fichier informatique des noms de rues de leur commune afin de l'intégrer dans son logiciel métier.

Les dépenses nécessaires au fonctionnement, à la propreté, à l'entretien ménager et à la maintenance des locaux ou bureaux respectifs ainsi que du matériel mis à disposition de la Police municipale restent à la charge de chaque collectivité.

ARTICLE 8 : ARMEMENT

Les policiers municipaux de Lézignan-Corbières sont dotés d'armes de catégorie B : PSA HK SFP 9 de calibre 9 mm, de générateur aérosol incapacitant ou lacrymogène de capacité inférieure ou égale à 100 ml et >100ml.

La demande de port d'arme est établie conjointement par les maires des sept communes parties à la présente, qui désignent le maire de Lézignan-Corbières comme étant l'autorité qui sera autorisée par le représentant de l'État dans le département à acquérir, détenir et conserver les armes dans les conditions prévues par le décret n° 2000-276 du 24 mars 2000.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

La commune de Lézignan-Corbières a l'obligation de contracter toutes les assurances réglementaires et indispensables ainsi que de faire garantir les risques correspondant aux activités des agents mis à disposition sur les six communes.

Les six communes d'accueil ont l'obligation de contracter toutes les assurances réglementaires et indispensables nécessaires pour garantir les risques liés à la présence des agents mis à leur disposition dans le cadre de leurs interventions.

ARTICLE 10 : ACHATS DE BIENS DANS LE CADRE DE LA CONVENTION

Chaque collectivité reste autonome concernant les achats et investissements réalisés en dehors des besoins liés à la mise à disposition des agents de police municipale.

Avant tout projet d'acquisition d'un bien lié à une dépense d'investissement dans l'intérêt du service de police pluri communale, les organes exécutifs de chaque collectivité se concerteront pour décider quelle sera la collectivité qui achètera le bien en pleine propriété.

La commune qui se portera acquéreur du bien se chargera de la procédure d'achat selon la réglementation en vigueur. Elle intégrera le bien dans son patrimoine et en assurera l'entretien.

La commune de Lézignan-Corbières s'acquittera des frais résultant du renouvellement de la tenue vestimentaire de ses agents ainsi que des frais liés au fonctionnement du service.

ARTICLE 11 : ORGANISATION DU SERVICE

La prise et la fin de service ont lieu au poste de Police municipale de la commune de Lézignan-Corbières du lundi au vendredi entre 7h00 et 20h00.

La planification du service est assurée par le Directeur du Pôle tranquillité publique de la commune de Lézignan-Corbières ou son adjoint, après concertation avec chacun des maires des six communes.

Un planning de mise à disposition des agents de la Police municipale de Lézignan-Corbières sera éventuellement rédigé par le Directeur du Pôle tranquillité publique ou son adjoint en accord avec les élus référents de chaque commune et pour le nombre d'heures demandé par chacune des six communes.

ARTICLE 12 : RÉUNIONS DE COORDINATION ENTRE LES MAIRES

Une réunion entre les sept maires concernés et la Direction de la Police municipale de Lézignan-Corbières sera organisée chaque trimestre afin de faire un bilan sur les actions de la police pluri communale et d'assurer une bonne coordination de ses actions.

ARTICLE 13 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée initiale de dix-huit mois à partir du moment de sa signature et sera renouvelable tacitement pour une durée ne pouvant excéder un an.

La présente convention peut être dénoncée par lettre recommandée avec avis de réception envoyée par la commune de Lézignan-Corbières à une des parties pour non-paiement des frais liés à l'utilisation du service de police municipale.

La dénonciation de la présente convention est également possible sans motif particulier par une des communes parties à cette convention par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un délai préalable de trois mois.

Le retrait d'une des six communes de la présente convention est sans effet sur le lien conventionnel existant entre toutes les autres.

Au terme de la présente convention, les agents de la police municipale de la commune de Lézignan-Corbières seront réintégrés pleinement et dans tous domaines (administratif, judiciaire, statutaire etc.) dans leur collectivité d'origine.

ARTICLE 14 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant avec l'accord de toutes les parties.

ARTICLE 15 : COORDINATION AVEC LES FORCES DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT

La commune de Lézignan-Corbières a signé une convention de coordination avec les forces de sécurité de l'État afin de matérialiser la forme opérationnelle de la stratégie partenariale et de définir les conditions d'organisation et d'exercice de la sécurité publique.

L'ensemble des six communes sont également liées par une convention de coordination avec les forces de sécurité de l'État (voir l'annexe 2).

ARTICLE 16 : RÈGLEMENT DES LITIGES ET COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE

En cas de litige entre les parties relativement à l'application des dispositions de la présente convention, une période d'échanges et de règlement amiable est prévue.

En cas de discussions infructueuses entre les parties, la compétence juridictionnelle est celle du Tribunal administratif de Montpellier.

ANNEXES :

-Annexe 1 : Nombre total, par grade, des agents relevant de cadres d'emplois de police municipale mis à disposition

-Annexe 2 : Liste nominative des agents mis à disposition

-Annexe 3 : Prévisions financières annuellement révisables

-Annexe 4 : Attestation d'assurance

Fait à Lézignan-Corbières en 7 exemplaires

le

2024

Gérard FORCADA,
Maire de Lézignan-Corbières

Gérard BARTHEZ,
Maire de Ferrals-les-Corbières

Isabelle GÉA
Maire de Fabrezan

Jacques CONTIES
Maire de Fontcouverte

Jean-Claude MORASSUTI
Maire de Cruscades

Yves KOSINSKI
Maire de Luc-Sur-Orbieu

Alain MAILHAC
Maire de Boutenac